

N° DP 25/350

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC RELATIVE A UN LOCAL SITUE DANS LA GARE MARITIME DU PORT DE LA TOUR FONDUE - HYERES-LES-PALMIERS**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le Code des transports,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 24/11/296 du 29 novembre 2024, relative aux redevances de stationnement et d'amarrage applicables sur le port de la Tour Fondue,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'arrêté Président n° 20/92 du 30 juillet 2020 portant règlement de police du port de la Tour Fondue,

**VU** l'avis d'appel à candidatures publié du 24 octobre au 22 novembre 2024,

**VU** le compte rendu d'attribution du 7 janvier 2025,

**VU** le projet de convention, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que la Métropole TPM a publié, le 24 octobre 2024, un avis

d'appel à candidatures relatif aux autorisations d'occupation temporaire d'un local de 16 mètres carrés (m<sup>2</sup>), composé d'un espace de stockage de 6 m<sup>2</sup>, pour une occupation en continue, et d'un local de 10 m<sup>2</sup> pour la mise en place d'une activité commerciale saisonnière, sur le domaine public portuaire de la Tour Fondue, commune de Hyères-les-Palmiers,

**CONSIDERANT** que Madame Claudie PHILIPPE, entrepreneur individuel, domiciliée à la Tour Fondue, 83400 Hyères-les-Palmiers, est la seule société à avoir présenté un dossier complet et conforme pour ce local,

**CONSIDERANT** que, par conséquent, le bénéficiaire de l'autorisation d'occupation, conclue jusqu'au 29 février 2028 maximum, est Madame Claudine PHILIPPE, afin d'exercer une activité de « vente de souvenirs, articles de plage, vêtements » sous le nom commercial « Souvenir des îles d'or »,

**CONSIDERANT** que le Bénéficiaire devra s'acquitter d'une redevance annuelle selon les tarifs d'outillages publics et redevances de stationnement et d'amarrage du port de la Tour Fondue, révisés chaque année par l'assemblée délibérante de la Métropole TPM,

**CONSIDERANT** qu'il convient de définir les conditions et modalités de l'autorisation par le biais d'une convention d'occupation temporaire délivrée à titre précaire et révocable,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** avec Madame Claudine PHILIPPE, une convention d'occupation temporaire d'un local situé sur le domaine public portuaire de la Tour fondue dans les conditions et pour la durée qui y sont définies.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que les recettes seront imputées sur le budget annexe des ports métropolitains, sur l'opération de la Tour Fondue OP 36000, article 7083.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **31 MAR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





1914

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC  
RELATIVE A UN LOCAL AU PORT DE LA TOUR FONDUE**

**COMMUNE DE HYERES LES PALMIERS**

**ENTRE**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, domiciliée à l'Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536 | 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité aux présentes en vertu de la décision du Président n° en date du

Ci-après dénommée « **la Métropole TPM** » ou « **l'Autorité Portuaire** »,

**D'UNE PART,**

**ET**

Madame Claudine PHILIPPE, Entrepreneur individuel, immatriculée au RCS de Toulon sous le numéro SIREN 341 006 625 et domiciliée à la Tour Fondue 83400 HYERES, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « **le Bénéficiaire** »,

**D'AUTRE PART**

**Exposé préalable :**

La Métropole TPM a lancé une procédure d'appel à candidatures par la publication d'un avis sur le site internet de la Métropole du 24 octobre 2024 et d'une parution sur Var Matin le 28 octobre 2024, pour l'occupation d'un local de 16 mètres carrés (m<sup>2</sup>) sur le domaine public du port de la Tour Fondue. Ce local, situé dans la gare maritime, est constitué d'une surface de stockage de 6 m<sup>2</sup>, pour une occupation annuelle, et d'une surface de 10m<sup>2</sup> destinée à une activité commerciale saisonnière.

Seule la candidature complète de Madame Claudine PHILIPPE, Entrepreneur individuel ayant été réceptionnée, il y a lieu d'autoriser cette dernière à exploiter le local.

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles la Métropole TPM confie au Bénéficiaire, qui l'accepte, l'exploitation du local pour une durée de trois (3) ans, jusqu'au 29 février 2028 maximum, et contre redevance fixée annuellement par délibération selon les « Tarifs d'outillage public et redevances de stationnement et d'amarrage applicables au port de la Tour Fondue ».

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

## ARTICLE 1 - OBJET

Madame Claudine PHILIPPE, Entrepreneur individuel, domiciliée à la Tour Fondue, 83400 HYERES, est autorisée à occuper, aux seules fins d'exploitation de l'activité « vente de souvenirs, articles de plage, vêtements », sur le domaine public portuaire de la Tour Fondue :

- Un local d'une surface totale de 16 m<sup>2</sup>, situé dans la gare maritime au rez de chaussée du bureau du port, composé d'un espace de stockage fermé de 6 m<sup>2</sup> et, dans son prolongement, d'un espace de 10 m<sup>2</sup> destiné à l'activité saisonnière.

Cette autorisation est délivrée dans le cadre de l'exploitation exclusive de l'activité commerciale susmentionnée. Cette activité ne saurait être modifiée (par adjonction, substitution ou autre) sans accord exprès, écrit, de la Métropole TPM.

Toute autre forme d'occupation est proscrite.

La présente convention revêt un caractère essentiellement précaire et révocable, ce que le bénéficiaire reconnaît et accepte expressément.

## ARTICLE 2 - DUREE

La présente autorisation est conclue pour une durée de **3 ans**, du **1<sup>er</sup> mars 2025 au 29 février 2028**.

Il est précisé que l'exploitation de l'espace « boutique » de 10 m<sup>2</sup> se limite à la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre de chaque année.

Cette durée est, entre autres, conditionnée à l'envoi, entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 décembre de chaque année, et selon l'une des modalités suivantes :

- Par courrier adressé à « Hôtel de la Métropole - Direction des ports - Port de la Tour Fondue - 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536 I 83041 TOULON Cedex 9 »
  - Contre remise en main propre à la capitainerie du port de la Tour Fondue
  - Par courrier joint à l'adresse mail : [capitainerie.tourfondue@metropoletpm.fr](mailto:capitainerie.tourfondue@metropoletpm.fr) :
- d'un rapport d'activité et financier de l'année écoulée,
  - d'un extrait d'immatriculation de l'entreprise (Extrait RNE..)
  - d'une attestation d'assurance à jour,

A échéance, cette convention ne peut faire l'objet d'une reconduction tacite. Le Bénéficiaire ne pourra en aucune manière se prévaloir d'un droit à son renouvellement et au maintien dans les lieux. Elle cessera de plein droit à la date fixée.

Toute demande de renouvellement d'autorisation devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée – 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

## ARTICLE 3 - CLAUSES FINANCIERES

### 3-1) Montant de la redevance

La présente mise à disposition est consentie moyennant le règlement d'une redevance, révisée par l'assemblée délibérante de la Métropole TPM et applicable du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année, établie aux conditions des « tarifs et conditions d'usage des outillages publics et redevances de stationnement et d'amarrage du port de la Tour Fondue ».

En l'espèce, la redevance s'élève, charges comprises et pour la période du 1<sup>er</sup> mars au 31 décembre 2025, à **3 462,58 € TTC** (Trois mille quatre cent soixante-deux euros et cinquante-huit centimes), décomposée comme suit :

- Titre IV -Article 1 « Locaux bâtis à vocation économique » : 314, 78 € TTC / m<sup>2</sup>/ an avec : Local de stockage : 6 m<sup>2</sup> x 314, 78 soit 1 888,68 € TTC.  
et Local « Boutique » : 10 m<sup>2</sup> x 314,78 proratisée pour 6 mois, soit du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre pour un montant de 1 573, 90 € TTC.



### 3-2) Modalités de règlement

Le Bénéficiaire acquittera cette redevance auprès de la capitainerie du port de la Tour Fondue, dans un délai maximum de vingt jours suivant la réception de la facture.

Dans le cas d'un règlement par chèque, celui-ci devra être libellé à l'ordre de la « régie de recettes du port de la Tour Fondue ».

Dans le cas d'un règlement par virement, celui-ci devra être versé sur le compte de la « régie de recettes prolongée métropolitaine du port de la Tour Fondue » dont le numéro de compte est précisé sur la facture.

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard ; les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

En cas d'occupation par le Bénéficiaire des dépendances du domaine public de la Métropole TPM après la fin de l'autorisation, quel qu'en soit le motif, la redevance reste due pour la durée d'occupation, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés par cette dernière ni des poursuites qui pourront être engagées, également par cette dernière, à son encontre.

En cas de non-paiement de la redevance échue par le Bénéficiaire, la Métropole TPM pourra également procéder à son expulsion sans que les offres ultérieures de payer les redevances échues ne puissent arrêter l'effet de cette mesure.

## **ARTICLE 4 – CONDITIONS D'OCCUPATION**

### 4-1) Conditions générales

La présente autorisation ne confère, au Bénéficiaire, aucun droit réel sur les installations que ce dernier pourrait être autorisé à réaliser sur le domaine public de la Métropole TPM, ni aucun droit au maintien dans les lieux, ou à la propriété commerciale.

La présente autorisation régit la situation du Bénéficiaire vis-à-vis du droit de la domanialité publique et ne vaut, en aucun cas, autorisation au titre d'autres législations.

Le Bénéficiaire doit veiller à se conformer aux lois et règlements applicables à l'intérieur des limites administratives du port, et particulièrement au règlement général de police dans les ports maritimes de commerce et de pêche instauré par le Décret n°2009-877 du 17 juillet 2009, au règlement particulier de police et aux règles générales de gestion applicables au port de la Tour Fondue.

### 4-2) Conditions particulières

Le local ne dispose pas d'un accès indépendant, les horaires d'ouverture de la boutique ainsi que l'accès au local de stockage sont donc conditionnés à ceux de la gare maritime, ce que le Bénéficiaire reconnaît expressément.

L'exploitation du local destiné à la mise en place de la boutique est strictement limitée à la période comprise entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 septembre. Le Bénéficiaire s'engage à libérer cette partie du local chaque fin de saison afin de permettre un abri aux usagers du port.

Le bénéficiaire s'engage à procéder à tous les contrôles, vérifications tant en matière d'hygiène que de sécurité des lieux, installations et équipement de telle manière que leur utilisation soit agréée conformément à leur usage.

### 4-3) Obligations environnementales

La Métropole TPM est engagée dans une démarche environnementale sur l'ensemble de son domaine portuaire. Elle souhaite que le Bénéficiaire adopte également une démarche écoresponsable dans le cadre de son activité.

Dans ce contexte, le Bénéficiaire s'engage à :

- Trier et éliminer l'ensemble des déchets produits par son activité en respectant la réglementation en vigueur, les consignes de tri mises en place sur le site et engager une démarche de réduction des déchets à la source.

- Ne rejeter aucune eau polluée et aucun déchet dans les eaux portuaires.

- Rationnaliser les usages de l'eau avec des équipements performants en matière de consommation d'eau et mettre en place, dans la mesure du possible, des actions de réduction de la consommation.

#### 4-4) Etat des lieux, exploitation et entretien

Un état des lieux contradictoire est dressé tant avant l'entrée en jouissance de l'Occupant qu'à sa sortie des lieux. A défaut d'état des lieux, ceux-ci sont supposés être en bon état.

Le Bénéficiaire prend les biens décrits à l'article 1er dans leur état au jour de son entrée en jouissance et ne peut, pendant toute la durée de l'occupation, exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre la Métropole TPM, ni réclamer aucune indemnité ou réduction du montant de la redevance domaniale pour quelle que cause que ce soit. En outre, le Bénéficiaire n'est admis à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance des biens (meubles et immeubles) qu'il est autorisé à occuper.

Le Bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations locatives nécessaires pour maintenir les lieux et dépendances mis à disposition en bon état d'entretien et d'usage, y compris, s'il y a lieu, installations, matériels et mobiliers et en général tout ce qui peut garnir les lieux sans aucune exception ni réserve, conformément à l'annexe du décret n° 87-712 du 26 août 1987. Il supporte toutes les charges afférentes à la viabilité, l'entretien, la réparation, la mise aux normes nécessaires à l'exploitation normale des lieux.

Le Bénéficiaire s'engage à faciliter toutes inspections, tous contrôles, toute surveillance que la Métropole TPM jugera utile d'exercer.

#### 4-5) Usage de l'occupation

La présente autorisation est strictement personnelle. Le bénéficiaire ne peut céder son droit d'exploiter le domaine public de la Métropole TPM sous peine de résiliation immédiate.

En cas de transfert à un tiers, le Bénéficiaire demeure personnellement responsable des conséquences de l'occupation par le tiers, quelle que soit la forme (cession, location...) et les modalités (caractère gratuit ou non notamment).

#### 4-6) Remise en état des lieux

En fin d'autorisation, pour quel que motif que ce soit, le Bénéficiaire doit démolir les constructions, aménagements, installations... réalisés le cas échéant sur le domaine public de la Métropole TPM à moins que cette dernière ne renonce expressément, en tout ou partie, à leur démolition.

A l'expiration de la présente autorisation, le Bénéficiaire doit restituer les lieux dans un état conforme à l'état des lieux dressé contradictoirement au moment de l'installation. En cas de différence entre l'état des lieux entrant et la réalité des lieux, à la fin de l'occupation, le Bénéficiaire doit prendre en charge, techniquement et financièrement, la remise des lieux en leur état initial. Cette remise en état des lieux n'ouvre droit à aucune indemnisation à son profit.

A défaut pour le Bénéficiaire de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de trois (3) mois à compter de l'expiration de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office par la Métropole TPM, aux frais et sous l'entière responsabilité du bénéficiaire.

### **ARTICLE 5 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES**

Le Bénéficiaire est responsable, pendant toute la durée de l'occupation, de tout dommage qui lui serait imputable et qui serait causé au domaine public de la Métropole TPM, aux usagers et/ou aux tiers.

La responsabilité de la Métropole TPM ne peut être engagée à quelque titre que ce soit en cas de dommages causés aux constructions, aménagements et installations qui pourraient être réalisés par le bénéficiaire sur le domaine public. Il en est de même en cas de gêne apportée à leur exploitation, du fait de l'activité de service public exercée.

Le Bénéficiaire est tenu de s'assurer contre tous risques mettant en cause sa responsabilité civile du fait de son occupation des lieux. La garantie à souscrire est illimitée pour les dommages corporels. La police de responsabilité civile doit impérativement comporter une clause de renonciation, de la part des assureurs, à tout recours contre la Métropole TPM.



Le Bénéficiaire doit également souscrire, pour les ouvrages, constructions et installations qui le nécessitent et suivant leur nature, des assurances le garantissant contre les risques divers, notamment contre les risques d'incendie, de vandalisme ou vol, d'explosion.

Les polices souscrites doivent garantir la Métropole TPM contre le recours des tiers pour quel que motif que ce soit.

Le Bénéficiaire est tenu de transmettre à la capitainerie du port, au plus tard le premier jour d'occupation, et chaque année avant le 31 décembre, les attestations d'assurance garantissant les risques ci-avant mentionnés.

## **ARTICLE 6 – IMPOTS ET FRAIS**

Le Bénéficiaire supporte tous les impôts et taxes de toutes natures qui découleraient de l'occupation qu'il exerce sur la dépendance domaniale objet de la présente autorisation.

## **ARTICLE 7 – FIN ANTICIPEE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et est révocable à tout moment, en totalité ou en partie, avant le terme fixé dans les conditions suivantes.

### 7-1) Résiliation de l'autorisation à la demande du Bénéficiaire

L'autorisation peut être résiliée à la demande du Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Métropole TPM, sans aucune formalité judiciaire ni indemnité.

### 7-2) Abrogation de l'autorisation pour inexécution des clauses et conditions

La présente autorisation peut être abrogée par la Métropole TPM en cas d'inexécution de l'une des clauses qu'elle contient et, notamment, en cas de :

- non paiement de la redevance échue, et ce dès le premier terme ;
- cession totale ou partielle de l'autorisation ;
- non respect d'une ou plusieurs prescriptions et/ou engagements particuliers ;
- occupation partielle ou totale des installations par un tiers.

En pareille hypothèse, le Bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

### 7-3) Abrogation de l'autorisation pour motif d'intérêt général

La présente autorisation peut être abrogée à tout moment, totalement ou partiellement, par la Métropole TPM pour un motif d'intérêt général (notamment conservation et protection du domaine public, travaux de réaménagement du site, considération de police et d'ordre public, travaux d'intérêt portuaire...).

En pareille hypothèse, le Bénéficiaire peut prétendre à une indemnité correspondant à son manque à gagner résultant de cette décision. Ce manque à gagner couvre la durée restant à courir jusqu'au terme initialement prévu de l'autorisation. Il est déterminé en fonction de la démonstration comptable et factuelle des résultats que le Bénéficiaire pouvait espérer au regard notamment de ceux dégagés antérieurement (étant précisé qu'une attestation n'est pas une démonstration). Pour la fixation de cette indemnité, le Bénéficiaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une indemnisation de la perte d'un potentiel fonds de commerce quand bien même celui-ci serait constitué. Il est convenu entre les parties que le montant de cette indemnité est plafonné à la somme de deux redevances annuelles.

L'indemnité de résiliation pour motif d'intérêt général est exclusive du versement de toute autre indemnité. Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

### 7-4) Fin de l'autorisation en cas de survenance d'éléments imprévisibles

Il est mis fin à la présente autorisation, de plein droit et sans préavis, par la Métropole TPM, avant son expiration dans les cas suivants :

- cas fortuit ou cas de force majeure ;
- dissolution de la société pour quelle que raison que ce soit.

En pareille hypothèse, le Bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

#### **ARTICLE 8 - EXECUTION**

Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sera chargé de l'exécution de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention seront de la compétence du Tribunal administratif de Toulon.

Fait à Toulon, le

Le Bénéficiaire

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Claudine PHILIPPE

Jean-Pierre GIRAN

Direction des Ports  
Service Instruction portuaire  
Affaire suivie par :  
Cécile GIRARDIN

## ATTRIBUTION D'UNE CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN LOCAL EN VUE D'UNE EXPLOITATION ECONOMIQUE - GARE MARITIME DU PORT DE LA TOUR FONDUE - HYERES-LES-PALMIERS

### I – Identification de la personne publique

Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM)  
Hôtel de la Métropole  
107 boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 Toulon Cedex 9

### II – Objet

La Métropole TPM a souhaité mettre à disposition d'opérateurs économiques, un local de 16 mètres carrés (m<sup>2</sup>) situé à l'intérieur de la gare maritime du port de la Tour Fondue - Hyères les Palmiers (83400). Ce local est composé d'un espace de stockage fermé de 6 m<sup>2</sup> et, dans son prolongement, d'un espace de 10 m<sup>2</sup> destiné à la mise en place d'une boutique pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 septembre.

L'accord envisagé sera matérialisé par la conclusion d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public précaire et révocable, pour une durée de trois (3) ans maximum.

Procédure de passation :

Procédure de mise en concurrence conformément à l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017

### III – Déroulement de la procédure

Procédure de publicité : avis publié aux annonces légales du journal « Var matin » le 28 octobre 2024, sur le site internet de la Métropole TPM et affiché au bureau du port de la Tour Fondue le 24 octobre 2024.

Date limite de réception des plis : Le vendredi 22 novembre 2024 à 17h.

Ouverture des plis : Le 28 novembre 2024 par :

- Jean -Philippe BRAY – Chef de service Coordination Budgétaire et Administrative. Direction Gestion Interne. DGA Aménagements, Ports, Mobilités et Energies.
- Gabriel REMOLEUR – Chef de service Instruction portuaire. Sous-direction Gestion patrimoniale et Exploitation. Direction des ports. DGA Aménagements, Ports, Mobilités et Energies.
- Cécile GIRARDIN – Chargé de gestion patrimoniale. Service instruction portuaire. Sous-direction Gestion patrimoniale et Exploitation. Direction des ports. DGA Aménagements, Ports, Mobilités et Energies.

- Une seule candidature a été réceptionnée dans les délais.
- Cette candidature a fait l'objet d'une demande pour pièces manquantes au dossier.

#### IV – Analyse, attribution

Les critères de jugement des offres par ordre décroissant d'importance, s'établissent comme suit :

- Adéquation de l'activité et des capacités professionnelles du candidat, solidité financière.
- Adéquation et organisation du projet selon les conditions d'occupation, la période d'ouverture.

Après ouverture du pli unique reçu, et demande du 29 novembre de transmission de pièces manquantes au dossier (attestation d'assurance et descriptif de l'activité), ces dernières ont été transmises par envoi en Lettre Recommandée réceptionnée à la Métropole TPM le 4 décembre.

Une seule candidature a donc été reçue et déclarée conforme suivant les critères ci-dessus.

Il s'agit de celle de Madame Claudine PHILIPPE, entrepreneur individuel, dont la candidature permet de pérenniser une activité en place depuis 1989 sous l'enseigne « Souvenirs des îles d'or ».

Par conséquent, il est proposé d'attribuer le local de 16 m<sup>2</sup> situé à l'intérieur de la gare maritime du port de la Tour Fondue à : - **Madame Claudine PHILIPPE**, entrepreneur individuel, domiciliée 153 rue du Thym, 83260 La Moutonne pour une activité de vente de souvenirs, articles de plage, vêtements.

Toulon, le

7 janvier 2025

M. Alain GAUBERT  
Directeur des Bts

